



CP LE HAVRE

Les fonctionnaires ne sont pas des nantis !

L'UFAP UNSa Justice boycotte  
le CSA du 28 novembre 2024

Le Havre, le 28 novembre 2024,

Monsieur le président,  
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Social d'Administration (CSA) du CPLH,  
Chers collègues,

Le gouvernement vient d'annoncer 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires dans le cadre du projet de loi de finances 2025, **faisant peser une part importante de cet effort sur la fonction publique.**

Voici les principales décisions qui **NOUS** visent directement :

- Augmentation des jours de carence en cas d'arrêt maladie : **le délai passe de 1 à 3 jours, alignant le secteur public sur les pratiques du privé.**
- Réduction des indemnités en congé maladie ordinaire : les trois premiers mois seront plafonnés à 90% du salaire, contre 100% actuellement. **Cette mesure sera mise en place au détriment de la santé et de la sécurité des agents.**
- **Suppression de postes et gel des budgets ministériels** : une partie significative des économies provient de l'annulation des réserves de précaution des ministères, affectant directement les moyens des services publics. Notre ministère n'est pas épargné.  
**Ces décisions, présentées comme une nécessité budgétaire, masquent en réalité une volonté délibérée de fragiliser les fonctionnaires dans leurs missions du quotidien et de rendre le secteur public moins attractif, voire insignifiant.**
- Dégradation des conditions de travail : **ces mesures accentuent la pression sur des effectifs déjà insuffisants contrairement à nos missions.**
- Hausse de la précarité : avec la baisse des rémunérations et l'augmentation des jours de carence, les agents seront directement touchés, notamment les plus vulnérables.
- Abandon des ambitions publiques : **la baisse des moyens consacrés à notre ministère a eu pour conséquences, l'annonce de l'annulation des 15000 places de prison supplémentaires.**

***Ce sont tout simplement des mesures injustes et une austérité ciblée contre la fonction publique !***

**Et... des justifications inacceptables !**

Le gouvernement se défend en arguant une hausse de l'absentéisme dans la fonction publique. Pourtant, cette situation est la conséquence directement liée à leur politique.

**Ce « faux » prétexte ne saurait justifier de nouvelles attaques contre nos droits.**

Nous dénonçons ces choix injustes et exigeons un véritable débat avec les organisations syndicales pour défendre nos acquis afin de **préserver un service public de qualité, ce qui reste notre priorité contrairement à ceux qui prennent les décisions, très loin du terrain.**

Pour l'**UFAP UNSa Justice**, une seule solution : le gouvernement doit renoncer à ces mesures totalement injustifiées. Il est plus que temps de reconnaître l'engagement quotidien et les services rendus à la société toute entière par l'ensemble des agents publics !

**Dans ce contexte, l'UFAP UNSa Justice ne siègera pas au CSA de ce jour !**

**Simulateur de perte de salaire : [Tableau de Perte de Salaire \(unsajustice.fr\)](http://unsajustice.fr)**

***Le secrétaire local UFAP UNSa Justice***

***Billy DORILAS- Marvin BAHADUR***